

L'Unicef dévoile son plan d'action 2012-2016

Compte Test - 2011-11-21 20:52:00 - Vu sur pharmacie.ma

Dans le cadre de son nouveau Programme de coopération 2012-2016, qui vient d'être dévoilé à l'occasion de la célébration du 22ème anniversaire de la Convention des Droits de l'Enfant, les principaux axes sur lesquels l'intervention de l'UNICEF va porter au Maroc seront : l'accélération pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (Composante Santé et Education); la mise en place d'un environnement protecteur (Composante Politiques Sociales et Protection); équité et décentralisation (Composante Développement local). Un budget de plus de 32 millions de dollars devra être mobilisé pour accompagner la réalisation de ces interventions. Cette collaboration de L'Unicef avec le Maroc entre dans le cadre d'un plan d'action commun avec les Nations unies. Le programme de coopération 2012-2016 a pour objectifs de contribuer directement à la réduction de la mortalité des mères et des enfants dans les deux régions qui ont le moins avancé dans la réalisation des OMD et à développer des politiques nationales de santé plus équitables, y compris dans le cadre de la lutte contre le sida chez les enfants, adolescents et jeunes. Concernant le développement des adolescents, qui constitue la 2ème composante de ce point, il se concentrera, entre autres, sur le renforcement de la participation, le développement de compétences, l'élaboration d'un projet personnel et l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Enfin dernier point, et non des moindres, la protection de l'enfant. Le programme mettra l'accent sur le changement comportemental et social, et le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance. Aujourd'hui, le Maroc est considéré comme un pays à revenu intermédiaire et est sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Des progrès notoires sont visibles dans différents domaines mais des contraintes dans la réalisation des droits des enfants, adolescents et jeunes, garçons et filles restent nombreuses et certains secteurs (santé, éducation, protection) présentent des taux en décalage avec les moyennes régionales. Pharmaciesma - 21 novembre 2011